

# Chronologie

## Oktober–Dezember / octobre–décembre 2010

### Oktober/octobre

**02.10.** Zum dritten Mal innerhalb eines Monats kommt es zu Massenprotesten und Streiks gegen die von der Regierung geplante Rentenre-

form. In mehreren Städten demonstrieren Hunderttausende gegen die Anhebung des Renteneintrittsalters von 60 auf 62 Jahre. Mitte September hatte die Nationalversammlung die Reform mit den Stimmen der Regierungspartei UMP gebilligt.

### Diplomatie présidentielle

Après quelques semaines d'incertitudes au lendemain de son élection, entre autre en raison de propos différemment appréciés, le président Christian Wulff est attendu sur de grands sujets : le 3 octobre, Jour de l'Unité, il lance un vibrant appel à la solidarité sociale et à la tolérance. Sa phrase sur « *l'islam qui fait partie de l'Allemagne* » tout comme l'histoire judéo-chrétienne (voir *Dokumente/Documents* 4/2010) retient l'attention des commentateurs pendant plusieurs jours et suscite de nombreux commentaires sur l'immigration, majoritairement positifs malgré quelques nuances.

Le 12 octobre, le chef de l'Etat se rend à Moscou, première visite officielle d'un président allemand en Russie depuis huit ans. Christian Wulff demande que Moscou assouplisse les conditions de voyage pour les étrangers en Russie et invite l'OTAN à tenir compte des intérêts russes en matière de sécurité.

Une semaine plus tard, le président s'exprime devant le parlement turc à Ankara et réitère ses propos sur la tolérance religieuse en affirmant que « *le christianisme fait sans nul doute partie de la Turquie* ».

Pour son premier voyage officiel au Luxembourg le 12 novembre, Christian Wulff rappelle

que Berlin n'oubliera pas que c'est le Luxembourg qui a tendu la main pour la réconciliation avec l'Allemagne au lendemain de la guerre. En République tchèque, le 22 novembre, il souligne une nouvelle fois la responsabilité de l'Allemagne pour les crimes commis et demande au peuple tchèque d'aborder de manière plus décontractée le difficile chapitre de l'expulsion des Allemands après la guerre.

C'est cependant son voyage en Israël le 27 novembre qui retient le plus l'attention. Accompagné de sa fille de 17 ans pour mettre son déplacement sous le signe de la jeunesse, Christian Wulff, premier président allemand né après la Seconde Guerre mondiale, rappelle la responsabilité allemande sur la question de l'existence de l'Etat d'Israël et demande à son homologue israélien que l'Etat hébreu fasse des concessions aux Palestiniens sur la question de la colonisation. Le 1<sup>er</sup> décembre, il rencontre le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, avant de visiter la Basilique de la Nativité à Bethléem.

Quarante ans après le chancelier Willy Brandt, s'agenouillant devant le monument du soulèvement du ghetto juif de Varsovie, le chef de l'Etat y rend hommage le 7 décembre aux efforts menés par l'ancien chef de gouvernement de Bonn en faveur de la réconciliation avec la Pologne.

Zusammengestellt von Katrin Sold, Programm Frankreich / deutsch-französische Beziehungen der Deutschen Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP), und François Talcy, Journalist.  
Etablie par Katrin Sold, du programme France / relations franco-allemandes de la société de politique étrangère allemande (DGAP), et par François Talcy, journaliste.

## Relations extérieures

### Afghanistan

Un soldat de la *Bundeswehr* est tué et six autres sont blessés lors d'un attentat-suicide au nord de Kabul, dans la province de Baghlan, le 7 octobre. Les députés de *Die Linke* demandent le retrait immédiat du contingent allemand. Une semaine plus tard, le ministre de la défense, Karl-Theodor zu Guttenberg, se rend en Afghanistan, en compagnie de son épouse et d'un animateur de la télévision – deux présences vivement critiquées dans la presse et les états-majors politiques. Le parti social-démocrate demande le 14 décembre de débuter le retrait des troupes au milieu de l'année 2011 pour l'achever entre 2013 et 2015. Deux jours plus tard, le ministre des Affaires étrangères Guido Westerwelle estime que ce retrait pourrait commencer fin 2011. Le lendemain, la chancelière se rend dans la région du Kundus et utilise pour la première fois le terme de guerre. Quelques heures plus tôt, un soldat allemand succombe à ses blessures après un incident révélé seulement en janvier 2011.

### Europe de l'Est

Accompagné de son homologue polonais Radoslaw Sikorski, le ministre allemand des Affaires étrangères se rend au Bélarus le 2 novembre pour demander au gouvernement de Minsk de respecter les règles de la démocratie lors des élections présidentielles de décembre 2010. Auparavant, Guido Westerwelle avait informé en Lituanie les autorités de Vilnius sur cette initiative. Puis il se rend à Moscou pour préparer avec son homologue russe le sommet de l'OTAN du 19 novembre à Lisbonne et celui de l'OSCE en décembre à Astana au Kazakhstan. Le 26 novembre, le premier ministre russe Vladimir Poutine, reçu à Berlin par la chancelière, propose la création d'une zone de libre-échange russo-européenne de Lisbonne à Vladivostok, idée accueillie avec prudence et scepticisme par Angela Merkel. A ce sommet d'Astana, la chancelière rappelle le 2 décembre les progrès réalisés en Europe depuis la

signature de l'Acte final d'Helsinki en 1975 en matière de droits de l'homme et de sécurité.

Les consultations germano-polonaises se tiennent à Berlin le 6 décembre, 40 ans après la signature du Traité de Varsovie. La Pologne souhaite devenir membre de la zone euro.

### Proche-Orient

Le 14 octobre la chancelière reçoit le secrétaire général de la Ligue arabe et le ministre des Affaires étrangères s'entretient avec son homologue israélien à Berlin. Le gouvernement réitère sa position sur la question du processus de paix au Proche-Orient. Le 8 novembre, Guido Westerwelle se rend en Israël pour mettre en place des projets d'échanges et préparer les prochaines négociations bilatérales de janvier 2011. Il visite une école dans la bande de Gaza. Avant de se rendre le 4 décembre à Bagdad, accompagné de chefs d'entreprises et de députés, le ministre est reçu en Jordanie pour un échange de vues sur la situation au Proche-Orient.

### Inde

Quelques jours après l'élection de l'Allemagne et de l'Inde comme membres non permanents du Conseil de sécurité des Nations-Unis, Guido Westerwelle cite à New-Delhi le 18 octobre les priorités du partenariat stratégique entre l'Inde et l'Allemagne face au développement considérable de l'économie indienne, à savoir l'approvisionnement énergétique et l'éducation. Une Année de l'Inde sera organisée en Allemagne après la présentation en 2011 et 2012 de la République fédérale dans sept villes indiennes. Le ministre des Affaires étrangères demande à ses interlocuteurs de s'engager davantage en faveur de la non-prolifération nucléaire. Recevant le premier ministre indien Manmohan Singh le 11 décembre à Berlin, la chancelière déclare que les deux pays veulent lancer en 2011 une nouvelle initiative pour briguer un siège permanent au Conseil de sécurité.

**05.10.** Jérôme Kerviel, früherer Börsenmakler bei der Bank *Société générale*, wird wegen Untreue, Computermissbrauch und Fälschung zu fünf Jahren Haft verurteilt, davon zwei auf Bewährung. Durch Spekulationsgeschäfte hatte Kerviel der Bank einen Schaden von 4,9 Milliarden Euro zugefügt, diese Summe muss er nun zurückzahlen. Kritiker und die Verteidigung Kerviels bemängeln, dass eine Mitverantwortung der Bank durch mangelnde Kontrolle nicht beachtet werde.

**08.10.** Staatspräsident Sarkozy trifft zu einer Audienz bei Papst Benedikt XVI. im Vatikan ein. Der Besuch wird als Reaktion auf die Debatte um die Ausweisung von Roma aus Frankreich gewertet. Das Vorgehen der Regierung war von führenden Kirchenvertretern in Frankreich scharf kritisiert worden. Auch der Papst hatte in einer Ansprache in französischer Sprache darauf hingewiesen, dass Menschen in all ihrer „*Unterschiedlichkeit*“ akzeptiert werden müssten.

**14.10.** Kurz vor Ablauf eines EU-Ultimatums kündigt Einwanderungsminister Eric Besson Nachbesserungen am Gesetz zur Niederlassungsfreiheit an. In Reaktion auf die von der Regierung veranlassten Abschiebungen von Roma aus Frankreich hatte die EU-Kommission eine vollständige Umsetzung der EU-Richtlinie zur Freizügigkeit in nationales französisches Recht gefordert und mit einem Vertragsverletzungsverfahren gegen Frankreich gedroht.

**14.10.** Bei den Beratungen über ein neues strategisches Konzept der NATO kommt es im Rahmen eines Treffens der Außen- und Verteidigungsminister der Allianz in Brüssel zu Spannungen zwischen Deutschland und Frankreich. Deutschland knüpft seine Zustimmung zu einem geplanten europäischen Raketenabwehrsystem an das Ziel einer nuklearen Abrüstung. Frankreich verbittet sich die Einmischung in seine nationale Souveränität in Fragen seines Atomarsenals. Die neue Strategie soll beim NATO-Gipfeltreffen im November beschlossen werden.

**15.10.** Die Proteste gegen die geplante Rentenreform der Regierung halten an. In vielen Städten

kommt es zu Demonstrationen und Streiks im Nah- und Fernverkehr sowie in Schulen und der öffentlichen Verwaltung. Auch die Kraftstoffversorgung des Landes ist in Folge von Streiks bei Raffinerien von den Protesten betroffen. Auf den Flughäfen in Paris sowie an Tankstellen im ganzen Land droht Benzinknappheit.

**18.10.** Im Urlaubsort Deauville kommt Staatspräsident Nicolas Sarkozy zu einem Gipfel mit Bundeskanzlerin Angela Merkel und dem russischen Präsidenten Dmitri Medwedew zusammen. Im Zentrum der Gespräche stehen die künftige Sicherheitsarchitektur Europas und eine mögliche Beteiligung Russlands am geplanten Raketenabwehrsystem der NATO in Europa. Medwedew sagt in Deauville seine Teilnahme am NATO-Gipfeltreffen im November in Lissabon zu.

Am Rande des Gipfeltreffens verkünden Staatspräsident Sarkozy und Bundeskanzlerin Merkel in einer deutsch-französischen Erklärung einen Kompromiss in der Debatte um die Bestrafung von Verstößen gegen den europäischen Stabilitätspakt. Diesem zufolge weicht Deutschland von seiner Forderung nach einer automatischen Einleitung von Defizitverfahren ohne Entscheidung des Europäischen Rats ab, die Frankreich abgelehnt hatte. Die neue Position Deutschlands unterscheidet sich klar von den Forderungen der EU-Kommission, die automatische Sanktionen gefordert hatte. Im Gegenzug zu Deutschlands Entgegenkommen erklärt sich Frankreich bereit, die deutsche Forderung nach einer Überarbeitung der EU-Verträge zur Reform des Stabilitätspakts und der Etablierung eines europäischen Insolvenzverfahrens zu unterstützen. Frankreich hatte Vertragsänderungen bisher abgelehnt.

**19.10.** Die Proteste gegen die geplante Rentenreform spitzen sich zu. Zahlreiche Tankstellen im ganzen Land werden nicht mehr mit Benzin versorgt, viele Schulen bleiben geschlossen. In mehreren Städten kommt es zu krawallartigen Ausschreitungen von Jugendlichen, bei denen Autos in Brand gesteckt und Schaufenster zerstört werden. Die Regierung kündigt ein hartes Vorgehen zur Sicherstellung der Versorgung des Landes an und will an den Reformplänen festhalten.

## Merkel s'impose à Séoul

Dans le cadre du 8<sup>e</sup> sommet Asie-Europe (ASEM) à Bruxelles, le 4 octobre 2010, la chancelière allemande regrette que les objectifs du G20 de 2009, visant à faire en sorte que les places, les acteurs et les produits financiers n'échappent à la régulation, ne soient pas encore atteints.



Angela Merkel souligne son soutien aux propositions du président français Nicolas Sarkozy en faveur d'un nouvel ordre monétaire

et contre la spéculation sur le marché des matières premières. Le même sujet est abordé à Londres le 30 octobre avec le premier ministre britannique David Cameron.

Avant même l'ouverture à Séoul du sommet des vingt principaux pays industrialisés et émergents (G20), Angela Merkel renouvelle le 11 novembre 2010, devant des représentants de l'économie réunis dans la capitale sud-coréenne, son opposition à la requête des Etats-Unis de limiter les excédents d'exportation. Le lendemain, les premiers entretiens montrent que la chancelière allemande s'est imposée face au président américain Barack Obama. Angela Merkel réclame des échanges commerciaux entièrement libres et met en garde contre le protectionnisme. La vision allemande d'une stabilisation de l'économie mondiale est accueillie favorablement.

Le sommet s'achève sur un compromis qui permet une réforme du système financier mondial. La question des inégalités est confiée à la France, qui assume en 2011 la présidence du G20. Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, considère que la réforme du Fonds Monétaire International (FMI), décidée à Séoul, est un succès qui permet aux pays les plus pauvres de « *contribuer à un meilleur équilibre dans un monde de plus en plus globalisé* ».

**20.10.** Der französische Konzern *Alstom* klagt beim britischen Gerichtshof gegen die Vergabe eines Auftrags über zehn Eurotunnel-Züge an das deutsche Unternehmen *Siemens*. *Alstom* wirft dem Betreiberkonzern des Eurotunnels, *Eurostar*, vor, dass die Züge von *Siemens* nicht den Sicherheitsauflagen für die Fahrt durch den Ärmelkanaltunnel entsprechen. Auch der französische Verkehrsstaatssekretär Dominique Bussereau kritisiert die Auftragsvergabe.

**22.10.** Die Mitglieder des Senats stimmen mit einer Mehrheit von 177 gegenüber 153 Stimmen für das Gesetz zur Rentenreform. Auch während der letzten Tage vor der Abstimmung hatten die Proteste gegen die geplante Reform angehalten. Aufgrund der Besetzung von Raffinerien sowie des Streiks der Lastwagenfahrer war es im ganzen Land zu Benzinknappheit gekommen. Bei gewaltsamen Auseinandersetzungen mit der Polizei hatte es zahlreiche Festnahmen gegeben. Die Gewerkschaften kündigen weitere Proteste auch nach der Verabschiedung des Gesetzentwurfs durch den Senat an.

**22.10.** Der französische Luxusgüterkonzern LVMH, der Marken wie *Moët & Chandon*, *Louis Vuitton* und *Christian Dior* unter seinem Dach vereint, übernimmt überraschend etwa 17 % der Anteile seines Konkurrenten *Hermès*. Der Vorstandsvorsitzende von LVMH, Bernard Arnault, kündigt an, dass keine Übernahme von *Hermès* geplant sei. Für die Beteiligung am *Hermès*-Kapital nutzt LVMH spezielle Aktienderivate, die in Frankreich bislang nicht meldepflichtig sind, was vom Familienunternehmen *Hermès*, aber auch von Regierungsseite kritisiert wird.

**23.10.** In Montreux kommen die Vertreter von rund 70 Staaten zum 13. Frankophonie-Gipfel zusammen, darunter der französische Staatspräsident Nicolas Sarkozy und der kanadische Premierminister Stephen Harper. Im Zentrum der Diskussionen stehen die Rolle der Organisation der Frankophonie (OIF) sowie die Themen „nachhaltige Entwicklung“ und „Klimawandel“. Unter anderem wird die Gründung eines Netzwerks frankophoner Universitäten beschlossen.

## Sortie de crise en Allemagne

Les chiffres du chômage sont à la baisse. L'Allemagne note au 1<sup>er</sup> octobre une baisse de 0,4 % des demandeurs d'emploi. Avec 3,031 millions de chômeurs, les statistiques enregistrent un chiffre équivalent à celui de 1993 pour la même période. Le chômage partiel diminue également, les salaires sont à la hausse.

C'est à Berlin que le taux de chômage est le plus élevé (13,2 %) et en Bavière qu'il est le plus faible (4,0 %). Le seuil symbolique des 3 millions est franchi avec les chiffres publiés par l'Agence pour l'emploi (BA) le 28 octobre, avec 2,945 millions de chômeurs (7 % de la population active), soit le même résultat qu'en 1992.

La tendance est confirmée le 1<sup>er</sup> décembre avec une nouvelle baisse constatée, même légère, pour le mois de novembre avec un total de 2,931 millions de chômeurs. Par ailleurs, l'Agence constate que l'écart des taux de chômage tend à se réduire entre l'Ouest (6 %) et l'Est (10,7 %) du pays. Une ombre au tableau : le marché du travail souffre de plus en plus d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Les principaux instituts d'analyse de la conjoncture restent très optimistes : le 15 octobre, ils relèvent leurs prévisions de croissance de deux points et annoncent un retour des déficits publics inférieurs à moins de 3 % pour 2011.

L'économie allemande profite indubitablement de ses exportations et enregistre une accélération de la demande intérieure. La hausse des prix ne devrait pas dépasser 1,6 % en 2011. Selon un communiqué de la Fédération du commerce de gros, du commerce extérieur et des services (BGA) publié le 20 octobre, les exportations devraient augmenter de 16 % en 2010 (937 milliards d'euros) pour dépasser les 1 000 milliards en 2011.

L'optimisme est confirmé par la Fédération des chambres de commerce et d'industrie (DIHK) et le gouvernement allemand avance le 21 octobre des prévisions de croissance en hausse malgré les risques de récession aux Etats-Unis et les craintes formulées à propos de l'euro. L'Office des statistiques publie le 15 novembre une croissance en hausse pour le troisième trimestre 2010 (+3,9 % par rapport à la même période de 2009).

**29.10.** Bei einem EU-Gipfeltreffen einigen sich die 27 Staats- und Regierungschefs der EU-Mitgliedstaaten auf geringfügige Änderungen am bestehenden Lissabon-Vertrag zur Etablierung eines Krisenmechanismus für den Fall von Finanzkrisen. Deutschland und Frankreich können sich mit ihrem Vorschlag, Staaten, die gegen die Kriterien des Euro-Stabilitätspakts verstoßen, das Stimmrecht zu entziehen, nicht durchsetzen. Bundeskanzlerin Merkel hatte auf Drängen von Staatspräsident Sarkozy bereits im Vorfeld des Gipfels auf ihre Forderung nach automatischen Strafverfahren gegen Defizitsünder verzichtet. Die deutsch-französischen Absprachen vor dem Gipfel waren von anderen Mitgliedstaaten kritisiert worden.

## November/novembre

**01.11.** Bei zwei Verdächtigen in der griechischen Hauptstadt Athen wird eine Paketbombe in

einem an Staatspräsident Sarkozy adressierten Paket sichergestellt. Auch an andere Institutionen, darunter die Botschaften Mexikos, Belgiens und der Niederlande, sowie am Folgetag Deutschlands und der Schweiz, werden Paketbomben versandt. Die Polizei vermutet Linksextremisten hinter den versuchten Anschlägen.

**02.11.** Bei einem Treffen in London unterzeichnen Staatspräsident Sarkozy und der britische Premierminister David Cameron eine Erklärung über eine engere Kooperation in Militärfragen. Gegenstand ist die Einrichtung einer französisch-britischen Brigade ebenso wie eine enge Zusammenarbeit bei der Erprobung und Prüfung von Nuklearwaffen sowie die gemeinsame Nutzung von Flugzeugträgern der Marine. Nicolas Sarkozy betont die „außerordentliche Beziehung“ zu Großbritannien ohne die Beziehung zu Deutschland vernachlässigen zu wollen.

## Le franco-allemand et l'Europe

Au cours d'un sommet tripartite le 18 octobre 2010 à Deauville, la France, l'Allemagne et la Russie réitèrent leur volonté de coopérer étroitement sur les dossiers économiques et les questions de sécurité. Nicolas Sarkozy, Dmitri Medvedev et Angela Merkel encouragent la mise en place d'un « *partenariat pour la modernisation* » entre l'Union européenne et la Russie et pour un renforcement du Conseil OTAN-Russie.

Le 28 octobre, les 27 chefs d'Etat et de gouvernement tirent les leçons de la crise de l'euro et mettent en place un système pour renforcer le Pacte européen de stabilité sur la base d'une revendication franco-allemande formulée à Deauville en faveur d'une plus grande discipline budgétaire contraignant les Etats à présenter leurs projets de budgets. La création du nouveau mécanisme suppose une modification du traité de Lisbonne (sans référendum) et un verdict de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe.

Au lendemain du remaniement ministériel en France, le chef de la diplomatie allemande, Guido Westerwelle, reçoit le 25 novembre à Berlin son homologue Michèle Alliot-Marie. Les deux ministres réaffirment leur volonté de renforcer à long terme l'euro, élément central de l'unification européenne. Le même soir, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel se téléphonent pour analyser les mécanismes de soutien élaborés avec le FMI pour venir en aide à l'Irlande jusqu'en 2013. Paris et Berlin entendent créer un système permanent de gestion de crise au-delà de cette date.

Le 28 novembre, les ministres des Finances de l'Union européenne donnent leur feu vert au plan d'aide financière à Dublin (Berlin versera 6,1 des 85 milliards d'euros consentis). Ils décident de faire inscrire le mécanisme pérenne proposé par la France et l'Allemagne lors du sommet européen du 16 décembre, préparé lors du 13<sup>e</sup> Conseil des ministres franco-allemands, le 10 décembre à Fribourg-en-Brisgau.

**04.11.** Der chinesische Präsident Hu Jintao trifft zu einem dreitägigen Staatsbesuch in Frankreich ein, in dessen Rahmen er mit Staatspräsident Sarkozy zusammenkommt. Das Treffen dient einer Entspannung der Beziehungen zwischen beiden Ländern, die seit dem Jahr 2008 in Folge des Besuchs des Dalai Lama und der Zwischenfälle in Paris beim Fackellauf vor den olympischen Spielen in China angespannt sind. Zudem will China Aufträge in Milliardenhöhe an französische Unternehmen, darunter an den Atomkonzern *Areva*, vergeben. Die politischen Gespräche dienen außerdem der Vorbereitung der französischen G20-Präsidentschaft im Jahr 2011, in der China eine bedeutende Rolle zukommt.

**08.11.** Der französische Romanautor Michel Houellebecq erhält den *Prix Goncourt* 2010 für seinen Roman *La carte et le territoire*. Dem Autor, der mit seinen Büchern unter anderem über die Themen „Gentechnik“ und „Pädophilie“ für Aufsehen gesorgt hatte, wird vorgeworfen, für sein neues Buch Passagen aus der Internetenzyklopädie *Wikipedia* abgeschrieben zu haben. Der *Prix Goncourt* ist mit symbolischen zehn Euro dotiert und gilt als der renommierteste französische Literaturpreis.

**12.11.** Auf einem Gipfeltreffen der Staats- und Regierungschefs der zwanzig wichtigsten Industrie- und Schwellenländer (G20) übernimmt Frankreich für ein Jahr den Vorsitz. Staatspräsident Sarkozy kündigt für Januar die Vorstellung der Agenda der französischen Präsidentschaft an, die unter anderem Maßnahmen zu einer Reform der internationalen Währungsordnung sowie zur Regulierung der Rohstoffmärkte beinhalten soll.

**13.11.** In Lyon findet der Gründungskongress des neuen Bündnisses *Europe Ecologie-Les Verts* statt. Das Bündnis war bereits im Juni 2009 erfolgreich bei den Wahlen zum Europäischen Parlament angetreten. Die seit 1984 existierende Partei *Les Verts*, deren bisherige Vorsitzende, Cécile Duflot, vorübergehend auch den Vorsitz von *Europe Ecologie-Les Verts* übernimmt, wird in dem Bündnis aufgehen.

**14.11.** In Frankreich findet eine Regierungs-umbildung statt, die bereits vor mehreren Monaten angekündigt worden war und seither immer wieder Spekulationen in den Medien ausgelöst hatte. Der bisherige Premierminister François Fillon behält sein Amt; der ebenfalls als Kandidat für den Posten des Regierungschefs gehandelte bisherige Umweltminister Jean-Louis Borloo verlässt die Regierung. Neue Außen- und Europaministerin wird Michèle Alliot-Marie, neuer Verteidigungsminister Alain Juppé. Der umstrittene bisherige Arbeitsminister Eric Woerth wird die Regierung verlassen; François Copé übernimmt den Parteivorsitz der Regierungspartei UMP. Staatspräsident Sarkozy beendet damit seine Strategie einer Öffnung, für die beispielsweise der ehemalige Außenminister Bernard Kouchner gestanden hatte.

**15.11.** Einer Studie zufolge, welche die Aufsichtsbehörde für die Sicherheit von Medikamenten vorstellt, hat das bis 2009 im Frankreich vertriebene Diabetes-Medikament *Mediator* in den letzten dreißig Jahren über 500 Menschen das Leben gekostet. Das Medikament war neben Frankreich auch in mehreren anderen europäischen Ländern verboten worden.

**16.11.** Staatspräsident Sarkozy gibt nach der Ankündigung einer Regierungsumbildung ein ausführliches Fernsehinterview, in dem er sich zu Personalfragen äußert. Zudem gibt er einen Ausblick auf das letzte Jahr seiner Amtszeit und kündigt neue Reformen, darunter des Steuersystems durch die Abschaffung der Vermögenssteuer und des Spitzensteuersatzes, an.

**16.11.** Die französische Küche wird in die Liste des Weltkulturerbes der UNESCO aufgenommen. Nach der offiziellen Begründung wird damit die „soziale Praxis“ ausgezeichnet, die „dazu dient, die wichtigsten Momente im Leben von Einzelpersonen und Gruppen zu feiern“. Seit dem Jahr 2006 können auch immaterielle Weltkulturgüter in die Liste der UNESCO aufgenommen werden.

**18.11.** Die Nationalversammlung billigt mit 169 zu 68 Stimmen den Haushaltsentwurf für

## Un siège aux Nations-Unies

Par 128 voix sur 192, le Conseil de sécurité des Nations-Unies accorde le 12 octobre 2010 un siège de membre non permanent à l'Allemagne.



Pendant deux ans, elle contribuera aux décisions du Conseil aux côtés des cinq membres permanents (Etats-Unis, Russie, Chine, France et Grande-Bretagne) et des neuf autres membres non permanents. C'est la cinquième fois que l'Allemagne, troisième contributeur financier, siège au Conseil de sécurité. Elle entend participer activement aux efforts de réforme de l'Organisation des Nations-Unies et devenir *in fine* membre permanent du Conseil. Angela Merkel et son ministre des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, ont beaucoup œuvré pour gagner les faveurs des pays membres face à un nombre de candidatures plus élevé que le nombre de sièges à pourvoir. Le Canada ayant finalement retiré sa candidature dans le camp occidental, c'est le Portugal qui obtient également un siège avec l'Allemagne.

das Jahr 2011. Dieser sieht umfassende Sparmaßnahmen, unter anderem in den Haushalten der Ministerien, vor. So sollen 30 000 Stellen im öffentlichen Dienst nicht neu besetzt werden. Auch durch das Schließen von Steuerschlupflöchern sollen die Staatskassen entlastet werden. Frankreich erwartet für das Jahr 2010 ein Defizit von 7,7 % des BIP. Nach den Kriterien des Vertrags von Maastricht ist ein Defizit von 3 % erlaubt.

**23.11.** Ein Gesetzentwurf zur Einführung einer Steuer auf Internetwerbung wird vom Senat verabschiedet. Diesem zufolge sollen französische Firmen, die bei großen Internetanbietern wie *Google* Werbung schalten, 1 % der Kosten für die Werbung an den Staat abführen. Bisher werden die Gewinne der Internetanbieter in den Ländern

## Stuttgart 21 – le débat

De nouvelles manifestations sont menées le 1<sup>er</sup> octobre à Stuttgart contre le projet de gare souterraine (voir *Dokumente/Documents* 4/2010), alors que 300 arbres sont déracinés par les autorités pour commencer les travaux. Le ministre-président du Bade-Wurtemberg, Stefan



Mappus, exige un « désarmement » de toutes les parties concernées pour éviter l'escalade. Le 5 octobre, il annonce que l'aile sud de la

gare ne sera pas démolie, mais refuse l'arrêt généralisé des travaux. Dans sa déclaration gouvernementale du 6 octobre, il demande à l'ancien secrétaire général de la CDU, Heiner Geißler, d'arbitrer les débats entre partisans et adversaires du projet. Le médiateur accepte à condition que chacun s'engage à respecter une trêve. Les adversaires maintiennent cependant leurs revendications et les autorités refusent d'arrêter le chantier. Plusieurs dizaines de milliers de personnes manifestent le 9 octobre. Le 15 octobre, les premières négociations aboutissent à un premier accord de principe.

Déclarations et accusations réciproques se multiplient néanmoins, les manifestations devant la gare sont maintenues les 16 et 23 octobre. Les débats débutent le 22, diffusées en direct sur la chaîne parlementaire *Phoenix* et sur Internet, ce qui est une nouveauté dans le débat démocratique en Allemagne.

Le huitième et dernier échange a lieu le 27 novembre, Heiner Geißler annonce le 30 la poursuite du projet, rebaptisé *Stuttgart 21 plus*, mais sous conditions quant à la planification et au financement. Une simulation par ordinateur doit apporter les preuves de faisabilité. Le 11 décembre, plus de 15 000 personnes descendent dans les rues de Stuttgart pour exprimer leur opposition aux résultats de la négociation.

ihres Sitzes, vor allem in den USA, versteuert. Die französische Regierung erhofft sich Einnahmen von etwa zehn bis zwanzig Millionen Euro pro Jahr.

**24.11.** Premierminister François Fillon gibt nach seiner Wiederernennung zum Regierungschef seine erste Regierungserklärung in der Nationalversammlung ab. Darin kündigt er eine Fortsetzung des eingeschlagenen Reformkurses und die Notwendigkeit eines umfassenden Sparprogramms an. Im Anschluss an seine Rede stellt der Premierminister den Abgeordneten die Vertrauensfrage, die wie erwartet dank der Stimmen der Regierungsmehrheit positiv ausfällt.

**25.11.** Ihre erste Auslandsreise als neue Außenministerin führt Michèle Alliot-Marie nach Berlin, wo sie mit ihrem Amtskollegen Guido Westerwelle sowie Bundeskanzlerin Merkel zu Gesprächen zusammenkommt. In deren Zentrum stehen ein Austausch über die G20-Präsidentschaft Frankreichs sowie die Debatte um eine wirtschaftspolitische Steuerung in Europa, die künftige deutsch-französische Zusammenarbeit im UN-Sicherheitsrat und die Vorbereitung des anstehenden deutsch-französischen Ministerrats.

**29.11.** In der Tageszeitung *Libération* berichtet der Sohn des Malers Pablo Picasso, Claude, von einem Fund von 271 Gemälden und Collagen seines Vaters. Die Werke waren bei einem südfranzösischen Rentnerhepaar beschlagnahmt worden. Das Paar gibt an, dass die Werke ein Geschenk Picassos gewesen seien. Die Familie des Malers dagegen befürchtet einen Diebstahl. Die Werke sind weder signiert noch mit einem Datum versehen.

**29.11.** Die ehemalige Präsidentschaftskandidatin Ségolène Royal kündigt offiziell ihre Kandidatur bei den im Jahr 2011 stattfindenden Vorwahlen der Sozialistischen Partei (PS) an. Die Partei bestimmt durch parteiinterne Vorwahlen ihren Kandidaten für die Präsidentschaftswahl im Jahr 2012. Neben Royal haben bereits Manuel Valls und Arnaud Montebourg angekündigt zu kandidieren.



**30.11.** Im Rahmen der Veröffentlichung von geheimen Depeschen der US-Diplomatie durch die Internetplattform *WikiLeaks* gelangen auch die Aussagen amerikanischer Diplomaten in Frankreich an die Öffentlichkeit. Darin wird unter anderem die Amerikafreundlichkeit von Staatspräsident Sarkozy betont, dieser aber zugleich als „empfindlich“ und „autoritär“ charakterisiert.

## Dezember/décembre

**03.12.** Die nationale Atomsicherheitsbehörde ASN bewilligt eine Verlängerung der Laufzeit des Atomreaktors *Tricastin* um zehn Jahre. Die Betreibergesellschaft EDF muss keine Zusatzabgaben leisten wie sie beispielsweise im Rahmen der Laufzeitverlängerung deutscher Atomkraftwerke vorgesehen sind. Kritiker erheben den Vorwurf, dass

### Transports nucléaires

Présenté le 1<sup>er</sup> octobre 2010 en première lecture aux députés du *Bundestag*, le projet de loi sur la politique énergétique du gouvernement, prévoyant un allongement de douze ans en moyenne de la durée de vie des 17 centrales nucléaires allemandes, est vivement critiqué par les sociaux-démocrates. Le 9 octobre, plusieurs dizaines de milliers de manifestants défilent à Munich pour protester contre le projet de loi qui concerne cinq centrales situées en Bavière. La majorité du *Bundestag* adopte néanmoins le projet de loi le 28 octobre par 308 voix contre 289 et 2 absentions.

L'opposition déclare vouloir revenir à la sortie du nucléaire, lorsqu'elle sera au pouvoir. Plusieurs gouvernements régionaux veulent porter plainte auprès de la Cour constitutionnelle pour que cette loi passe également par la Chambre des *Länder* (*Bundesrat*), où les partis de la coalition gouvernementale n'ont pas de majorité.

Lors du transport de 123 tonnes de déchets nucléaires allemands depuis le site de retraitement de La Hague vers le site de stockage de Gorleben en Basse-Saxe le 5 novembre, des milliers de manifestants tentent de freiner le passage des onze conteneurs *Castor* (*Cask for storage and transport of radioactive material*). Plus de 16 500 policiers sont déployés pour assurer la sécurité du convoi sur près de 1000 kilomètres. Le



syndicat de la police et la Fédération des contribuables allemands demandent que les entreprises énergétiques assument désormais les frais occasionnés par ce transport, estimés à plus de 50 millions d'euros. Après la manifestation pacifique du 6 novembre à Dannenberg, où des centaines de bus et de tracteurs paralysent les environs de la commune, le train est arrêté à

plusieurs reprises avant d'arriver à destination le 9 après 92 heures de voyage. Aucun des onze transports précédents, organisés depuis 1995, n'avait duré aussi longtemps.

Les défenseurs de la nature lancent un nouvel appel à la contestation, notamment pour empêcher que les déchets de l'ancien réacteur de recherche est-allemand de Rossendorf ne soient envoyés en Russie, sur le complexe nucléaire de Majak dans l'Oural.

Le 11 novembre, le ministre-président chrétien-démocrate de Hesse, Volker Bouffier, annonce que si Gorleben ne pouvait accueillir pour des raisons techniques le site définitif de stockage de tous les déchets allemands, il participerait à la recherche d'un nouveau site dans son *Land*, ce que le Bade-Wurtemberg et la Bavière ont déjà refusé.

Un nouveau transport *Castor* démarre le 15 décembre à Cadarache en direction du site de Lubmin dans le Mecklembourg-Poméranie occidentale. Ce convoi peut traverser l'Allemagne sans grands problèmes, avec un retard de deux heures seulement.

## ICE contre TGV

Pour la première fois le 19 octobre, l'ICE 3, le train à grande vitesse de la *Deutsche Bahn*, emprunte le tunnel sous la Manche pour se rendre en Grande-Bretagne. Jusqu'ici, seuls les trains à grande vitesse (TGV) du groupe français *Alstom* pouvaient circuler dans le tunnel. Deux exercices d'évacuation ont été menés deux jours plus tôt avec le concours de 300 volontaires allemands et britanniques. La tension monte entre la France et l'Allemagne, lorsque le 7 octobre la société *Eurostar*, dominée par la SNCF, annonce vouloir confier à l'entreprise allemande *Siemens* la construction de dix nouvelles rames pour une somme d'environ 620 millions d'euros, ce qui suscite les protestations d'*Alstom* et une plainte auprès de la Haute Cour de justice d'Angleterre pour demander la suspension de cet appel d'offres.

Malgré un échange de propos aigre-doux entre les deux gouvernements, la décision d'*Eurostar* n'est pas remise en cause. Le ministre allemand de l'Économie, Rainer Brüderle, insiste sur le gage de qualité que constitue le *made in germany* et sur le fait qu'*Eurostar* est une société européenne, même si la SNCF détient 55 % des parts. Le secrétaire d'État français aux Transports, Dominique Bussereau, et celui de l'Écologie et du Développement durable, Jean-Louis Borloo, publient pour leur part un communiqué reprochant à *Eurostar* de ne pas avoir tenu compte des règles de sécurité pour le renouvellement des rames. La France exige le respect du règlement qui impose une rame motrice à chaque extrémité du train, alors que *Siemens* a disposé tous ses moteurs sous les essieux.

La *Deutsche Bahn* veut proposer une ligne directe Cologne-Londres via Bruxelles en 2013 avec une extension à moyen terme vers Francfort/Main. Qualifiée d'historique par le ministre allemand des Transports, Peter Ramsauer, cette première liaison illustre la nouvelle compétition européenne dans le domaine des lignes ferroviaires à grande vitesse.

durch das Vorgehen der ASN, alle französischen Meiler einzeln zu prüfen, generelle Einwände gegen eine Laufzeitverlängerung und ihre Ausgestaltung erschwert werden.

**04.12.** In Begleitung der Außenministerin, des Finanzministers und des Verteidigungsministers trifft Staatspräsident Sarkozy zu einem mehrtägigen Staatsbesuch in Indien ein. Dabei trifft Sarkozy mit Premierminister Singh und Präsidentin Patil zusammen. Wichtiges Thema des Besuchs ist die künftige Zusammenarbeit im Atom- sowie im Verteidigungssektor, insbesondere der französische Atomkonzern *Areva* hofft auf umfangreiche Aufträge. Auch die Position Indiens zu den von Frankreich während seines Vorsitzes geplanten Reformen der G20 ist Gegenstand der Gespräche. Nicolas Sarkozy bekräftigt zudem seine Unterstützung für einen ständigen Sitz Indiens im UN-Sicherheitsrat.

**06.12.** Ein Gericht in Pontoise gibt der amerikanischen Fluggesellschaft *Continental* eine Mitschuld am Absturz einer *Concorde* der Fluggesellschaft *Air France* nahe Paris im Jahr 2000. Bei dem Unglück waren 113 Menschen ums Leben gekommen. Eine *Continental*-Maschine hatte vor dem Start der *Concorde* auf der Startbahn ein Metallteil verloren, wodurch ein Reifen der *Concorde* geplatzt war. Die amerikanische Fluggesellschaft wird zu einer Schadensersatzzahlung in Höhe von 200 000 Euro verurteilt.

**06.12.** Der französische Energiekonzern EDF verkauft für etwa 4,7 Milliarden Euro seine Anteile am deutschen Energieunternehmen EnBW an das Bundesland Baden-Württemberg. EDF hatte seit dem Jahr 2000 etwa 45 % der Anteile an EnBW gehalten. Der französische Konzern hatte versucht, seinen Anteil an EnBW zu erhöhen, was jedoch an einem Vertrag mit dem zweiten großen Anteilseigner an EnBW, dem Zweckverband OEW, gescheitert war.

**10.12.** In Freiburg findet der 13. Deutsch-französische Ministerrat statt, an dem Staatspräsident Nicolas Sarkozy, Bundeskanzlerin Angela Merkel sowie mehrere Minister beider Länder teilneh-

## Personalia

**David Grossman**, écrivain israélien, reçoit le 10 octobre 2010 le Prix de la Paix des libraires allemands, décerné traditionnellement à la fin du Salon du Livre de Francfort. L'écrivain, qui a perdu un fils en 2006 pendant la guerre du Liban, touché par une rocket de l'hisbollah, reprend le thème de la brutalité de la guerre au Proche-Orient dans son dernier roman et y démontre que le plus grand drame de l'humanité est celui de la famille. Le Prix, doté de 25 000 euros, est décerné depuis 1950.

**Reinhard Jirgl**, écrivain, est désigné le 23 octobre par l'Académie allemande de la langue à Darmstadt pour le Prix Georg Büchner, doté de 40 000 euros, en raison de son panorama de l'histoire du 20<sup>e</sup> siècle transcrit dans ses romans.

**Christa Wolf**, l'une des plus connues écrivaines de RDA, reçoit à Lübeck le 24 octobre le Prix Thomas Mann pour l'ensemble de son œuvre. Le jury rend hommage au regard critique et autocritique posé par l'écrivaine dans ses romans et nouvelles sur les espoirs et les erreurs de son époque. Le Prix, doté de 25 000 euros, est décerné par la ville de Lübeck et l'Académie des Beaux-Arts de Munich. Le Prix 2011 sera remis dans la capitale bavaroise.

**Roland Koch**, ancien ministre-président de Hesse, qui avait quitté ses fonctions politiques fin août 2010, annonce le 29 octobre qu'il dirigera à partir de juillet 2011 le directoire du groupe *Bilfinger Berger* de Mannheim, seconde entreprise de construction en Allemagne après *Hochtief*.

**Daniel Barenboim**, chef d'orchestre, et son ensemble *West-östlicher Diwan* reçoivent le 30 octobre à Münster le Prix de la Paix de Westphalie, doté tous les deux ans de 50 000 euros, en récompense de ses initiatives en faveur de la paix au Proche-Orient. L'orchestre qu'il a fondé réunit des musiciens d'Israël, des territoires palestiniens et de plusieurs pays arabes. C'est à Münster qu'a été signée en 1648 la Paix de Westphalie, mettant fin à la Guerre de Trente ans.

**Mikhael Gorbatchev**, ancien président de l'Union soviétique, reçoit le 31 octobre à Brème le Prix d'honneur de la Fondation allemande pour l'Environnement, en récompense de ses efforts en faveur de la défense de l'environnement. Le prix est décerné cette année à deux pionniers allemands de la technique laser et au fondateur de l'Institut d'Ecologie de Fribourg-en-Brigau.

**Necla Kelek**, sociologue allemande d'origine turque, reçoit le 6 novembre à Francfort/Main le Prix de la liberté 2010 de la Fondation Friedrich Naumann, proche du parti libéral. A l'automne 2010, la sociologue, critiquée par les associations musulmanes pour ses propos sur l'islam, a apporté son soutien aux thèses défendues par le social-démocrate Thilo Sarrazin dans son bestseller *Deutschland schafft sich ab* très controversé.

**Angela Merkel** se voit décerner, lors de son passage à New York, la médaille présidentielle de la Liberté, considérée comme la plus haute distinction civile des Etats-Unis. Le choix est annoncé le 17 novembre par la Maison Blanche.

**Wolfgang Schäuble**, ministre des Finances, reçoit à Paris le 1<sup>er</sup> décembre 2010 le Grand Prix de l'Economie des mains de l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing et de la ministre de l'Economie, Christine Lagarde. Le jury était présidé par Jacques Delors.

**Jean-Claude Trichet**, président de la Banque centrale européenne (BCE), recevra le Prix Charlemagne de la ville d'Aix-la-Chapelle en mai 2011, doté de 5 000 euros. Le jury justifie son choix le 4 décembre 2010 par les efforts déployés depuis 2003 pour défendre la monnaie européenne.

**Simone Veil**, survivante de l'Holocauste, reçoit le 13 décembre 2010 à Düsseldorf le Prix Heine doté de 50 000 euros et considéré comme l'un des plus prestigieux prix littéraires allemands. L'ancienne ministre remercie le jury dans un discours passionné sur l'amitié franco-allemande.

men. Im Zentrum der Gespräche stehen die G8/G20-Präsidentschaft Frankreichs, die Reform des europäischen Finanzsystems sowie die Umsetzung der beim letzten Ministerrat beschlossenen deutsch-französischen Agenda 2020.

**14.12.** Der französische Softwarekonzern *Atos Origin* übernimmt von dem deutschen Unternehmen *Siemens* dessen IT-Tochter SIS. Zugleich beteiligt sich *Siemens* mit 15 % an *Atos Origin*. Mit der Übernahme entsteht einer der größten IT-Dienstleister Europas.

**17.12.** Staatspräsident Sarkozy nimmt am Treffen der EU-Staats- und Regierungschefs in Brüssel teil. Die EU-Staaten beschließen dort einen neuen Krisenmechanismus der EU zur Unterstützung von Mitgliedstaaten in finanziellen Schwierigkeiten, der im Extremfall auch private Gläubiger einbezieht. Dieser soll 2013 den aktuellen Rettungsschirm ablösen. Nicolas Sarkozy und Bundeskanzlerin Merkel hatten sich in mehreren Treffen vor Beginn des Gipfels auf eine gemeinsame Linie

geeignet, die eine Änderung des Vertrags von Lissabon beinhaltet, um die Etablierung des dauerhaften Krisenmechanismus zu ermöglichen.

**27.12.** Im Rahmen seines ersten Truppenbesuchs in Afghanistan seit seinem Amtsantritt äußert sich Verteidigungsminister Alain Juppé zuversichtlich bezüglich der Freilassung der verschleppten Journalisten Hervé Ghesquière und Stéphane Taponier. Die Lage der beiden Fernsehreporter kommt ebenfalls bei einem Treffen mit dem afghanischen Präsidenten Hamid Karzaï zur Sprache. Die Männer befinden sich seit Dezember 2009 in Geiselhaft.

**31.12.** In seiner Neujahrsansprache spricht sich Staatspräsident Sarkozy für den Erhalt der europäischen Gemeinschaftswährung aus. Er wolle dafür kämpfen, dass es keinen Rückschritt in der Eurozone gebe. Zudem unterstreicht er die Notwendigkeit der Fortführung der erfolgreichen Reformpolitik, denn nur so könne das Modell Frankreichs bewahrt werden.

## Gestorben/Disparitions

**Georges Frêche**, ehemaliger Bürgermeister von Montpellier und Präsident der Region Languedoc-Roussillon, stirbt am 24. Oktober im Alter von 72 Jahren. Ehemals Mitglied der Sozialistischen Partei war er 2007 aufgrund von rassistischen Äußerungen aus der Partei ausgeschlossen worden. Im August hatte er mit seinem Plan, in Montpellier Statuen berühmter Persönlichkeiten, darunter eine von Lenin, aufzustellen, für Aufsehen gesorgt.

**Jacqueline de Romilly**, Altphilologin, bekannt durch ihre Bücher über die griechische Antike, stirbt am 18. Dezember im Alter von 97 Jahren bei Paris. 1988 war sie als zweite Frau nach der Schriftstellerin Marguerite Yourcenar in die *Académie française* gewählt worden.

**Hermann Scheer**, publiciste (*Der energetische Imperativ*) et député social-démocrate au *Bundestag* depuis 1980, meurt le 15 octobre à Berlin à l'âge de 66 ans. Il avait reçu le Prix Nobel alternatif en 1999 pour son engagement en faveur de l'énergie solaire. Il était président honoraire de l'Association européenne pour les énergies renouvelables *Eurosolar* et président honoraire du Conseil mondial des énergies renouvelables.

**Loki Schmidt** décède le 21 octobre à l'âge de 91 ans. Elle était l'épouse de l'ancien chancelier Helmut Schmidt depuis 68 ans. Auteur d'ouvrages sur les plantes, cette ancienne enseignante était respectée comme botaniste et spécialiste de la protection de la nature.